

Le monde change

Mars 2020

Le coronavirus compromet la croissance mondiale

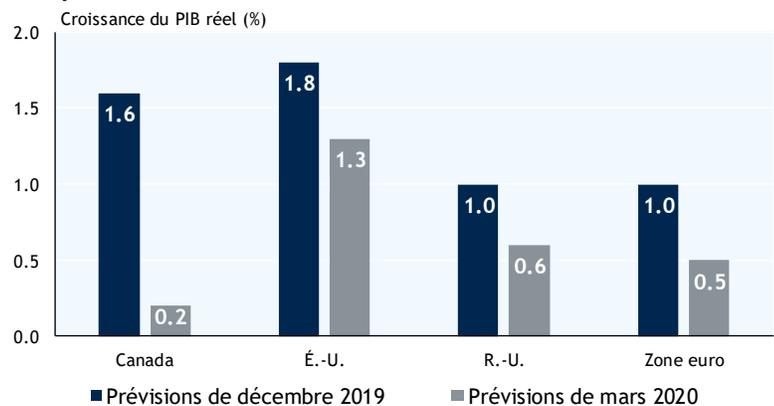
Depuis la mise à jour de décembre, la propagation de la COVID-19 a grandement assombri les perspectives de l'économie mondiale et l'effondrement des prix du pétrole en exacerbera le choc dans les régions productrices de pétrole. Les banques centrales ont réagi en abaissant les taux d'intérêt. Les gouvernements aussi prennent des mesures de relance pour atténuer l'incidence de l'épidémie. De tels dispositifs seront-ils suffisants ? Les marchés financiers n'en sont pas convaincus, comme le montrent la dégringolade des actions et la ruée des investisseurs vers la sécurité des obligations d'État. Malgré des interventions musclées, il est de plus en plus probable que certains pays dans le monde tomberont en récession cette année. C'est le cas pour le Canada, où la baisse des prix du pétrole conjuguée aux interruptions causées par la maladie devrait contrebalancer tout effet positif des dépenses publiques et d'une baisse des taux d'intérêt. Nous prévoyons une contraction de l'économie aux deuxième et troisième trimestres, qui fera fléchir la croissance annuelle du Canada à tout juste 0,2 %.

Les marchés financiers se préparent pour une récession mondiale

Les craintes relatives à l'incidence de la COVID-19 sur les perspectives de l'économie mondiale se sont accentuées en février ; alors que l'impact sur l'économie semblait modéré, les marchés financiers ont anticipé une récession majeure. Étant donné la propagation du virus à l'extérieur de la Chine, les gouvernements et les entreprises ont réagi de façon décisive, en fermant les écoles, en annulant des événements et des vols et, dans le cas de l'Italie, en mettant tout le pays en isolement. L'activité ayant directement pâti des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et de la diminution des voyages et de l'activité touristique, les prévisions de croissance pour 2020 ont été revues à la baisse.

L'OCDE a réduit de 0,5 point de pourcentage (pp) ses prévisions de base pour les pays membres, mais a déclaré que le recul pourrait atteindre 1,5 pp. La Chine, la première économie touchée, table maintenant sur sa plus lente expansion depuis 1990. Selon ces projections, la chute marquée observée au premier trimestre serait temporaire. Le ralentissement attendu des économies du Royaume-Uni et de la zone euro devrait s'avérer plus important ; l'économie des États-Unis devrait enregistrer sa plus faible croissance depuis la grande récession, et le Canada se dirige vraisemblablement vers une récession. Ces révisions à la baisse cadrent davantage avec les attentes des marchés financiers. La débâcle des marchés boursiers dans le monde se poursuit et l'indice mondial a cédé près de 20 % depuis son sommet du 12 février. Les taux des obligations d'État ont été rajustés et laissent entendre que les banques centrales adopteront une politique encore plus souple que celle, extraordinairement accommodante, qui a suivi la grande récession.

La COVID-19 entraîne une révision des prévisions de croissance mondiale



Source : Économique RBC

Les banques centrales prennent des mesures musclées

Les investisseurs exigeant une réponse politique mondiale et coordonnée des banques centrales, la Réserve fédérale américaine (Fed) a décrété, entre deux réunions, la première baisse de son taux directeur depuis octobre 2008. Dès le lendemain, la Banque du Canada a procédé à son tour à une baisse de 50 points de base (pb) lors de sa réunion régulière. Prenant exemple sur la Fed, la Banque d'Angleterre n'a pas attendu la réunion prévue à son calendrier pour abaisser les taux de 50 pb ; elle a aussi mis en œuvre un programme pour favoriser les prêts aux petites entreprises. La BCE aussi a adopté des mesures ciblées, notamment un assouplissement quantitatif et des financements peu coûteux pour les sociétés. Nous prévoyons que les banques centrales disposant d'une marge de manœuvre pour abaisser les taux iront de l'avant au cours des prochains mois, afin d'alléger les obligations financières des ménages et des entreprises.

Les gouvernements ont annoncé – et continueront d'annoncer – des politiques visant à soutenir les secteurs et les personnes qui subiront les répercussions de l'épidémie. Au cours de la dernière semaine, des programmes de relance ont été dévoilés au Royaume-Uni et, dans une moindre mesure, au Canada. Aux États-Unis et en Europe, les gouvernements préparent aussi des mesures de stimulation.

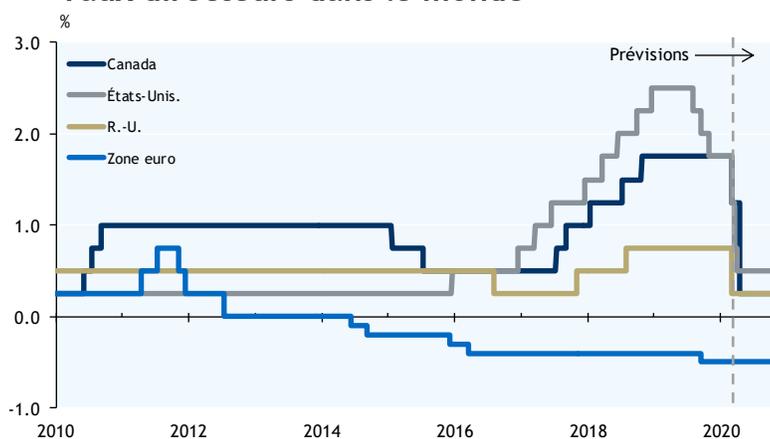
Manque de données sur l'impact du virus

Jusqu'à présent, à l'extérieur de la Chine, peu de rapports économiques rendent compte de l'effet de la maladie. En Chine, l'indice de la confiance des entreprises a atteint un creux inégalé en février, tandis que l'activité du secteur manufacturier et du secteur détail a vraisemblablement décliné, ce qui a motivé les révisions à la baisse des prévisions de croissance. Les exportations du pays ont dégringolé en février. Nous nous attendons à des données semblables pour l'Europe, à mesure que son économie ressent les répercussions des fermetures d'école et des annulations d'événements. À notre avis, les répercussions à l'extérieur de la Chine seront plus manifestes au deuxième trimestre et les résultats pourraient bien être négatifs dans la plupart des pays que nous suivons.

Montée au front des décideurs américains

Les conséquences de l'épidémie ne transparaissent pas encore dans les données des États-Unis, à l'exception de rapports isolés et de la panique sur les marchés financiers. La consommation va bon train grâce à l'emploi et à la santé des bilans, et jusqu'à présent, les mesures de la confiance demeurent élevées. Les entreprises sont confrontées à des difficultés, en raison des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, des tarifs douaniers encore en place sur les importations chinoises et du fléchissement du prix du pétrole qui fait du tort aux producteurs d'énergie. À court terme, la grande inconnue sera la persistance et l'omniprésence du virus, ainsi que la nature des directives énoncées par les autorités de santé publique. Les prochaines données sur la confiance des consommateurs et des entreprises, les voyages et l'activité touristique, de même que la capacité des entreprises à obtenir des intrants, donneront des indications sur la croissance du deuxième trimestre. Selon nos prévisions de base, l'économie ralentira à un taux annualisé de 1 % au deuxième trimestre et il est de plus en plus probable qu'une reprise ne s'enclenchera pas avant la fin de l'année.

Taux directeurs dans le monde



Sources : Réserve fédérale, Banque du Canada, BCE, RBA, RBNZ, Économique RBC

Les mesures musclées que la Réserve fédérale a prises pour contrer les risques de baisse grandissants visaient à maintenir la souplesse des conditions financières et le niveau élevé de confiance. Nous croyons qu'elle réduira de nouveau le taux directeur de 50 pb lors de la réunion prévue plus tard ce mois-ci. La politique monétaire ne permettra pas à elle seule de compenser l'effet à court terme de l'épidémie dans certains secteurs. Autrement dit, les gouvernements et d'autres organismes devront injecter des fonds de manière ciblée, notamment par l'entremise de programmes habituellement utilisés en cas de catastrophes naturelles. Les marchés surveillent de près les mesures que prendra l'administration Trump, qui a annoncé la possibilité d'une réduction des impôts sur le revenu, d'une aide pour les travailleurs rémunérés à l'heure touchés par la maladie et d'un report pour le paiement des impôts.

On ignore encore si l'épidémie pourra être enrayée, mais à ce stade, nous présumons que ses effets les plus importants auront été ressentis d'ici le deuxième semestre de l'année. À ce moment-là, l'effet combiné des faibles taux d'intérêt et d'autres mesures politiques devrait permettre de rétablir la confiance. Nous ne nous attendons pas à un rebond spectaculaire, mais plutôt à un retour graduel à la croissance positive au cours des six derniers mois de l'année. Somme toute, nous croyons que l'économie américaine progressera à un taux de 1,3 % en 2020, soit un demi-point de pourcentage de moins que nos prévisions de décembre. Pour 2021, une fois passées les élections de cette année, nous prévoyons un retour de l'économie à un rythme conforme à la tendance, de 1,8 %, ce qui permettra à la Réserve fédérale d'annuler au moins une partie des baisses de taux d'« urgence ».

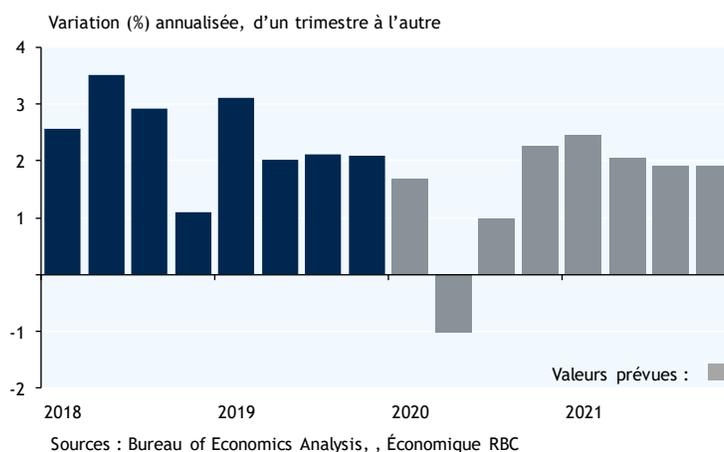
Récession attendue au Canada

Le passage à l'année 2020 s'est avéré peu vigoureux au Canada ; le PIB réel a augmenté à un rythme annualisé d'à peine 0,3 % au quatrième trimestre. Les facteurs transitoires qui ont plombé la croissance à la fin de l'année n'ont pas complètement disparu. Au contraire, de nouveaux facteurs temporaires ont émergé et ont accentué les craintes associées à la COVID-19 et au fléchissement du prix du pétrole. Le 4 mars, la Banque du Canada est intervenue en réduisant son taux de 50 pb. Elle s'est engagée à faire d'autres ajustements, au besoin, afin de limiter le resserrement des conditions financières découlant du creusement des écarts de taux et du recul des actions. À notre avis, elle abaissera le taux directeur de 75 pb de plus.

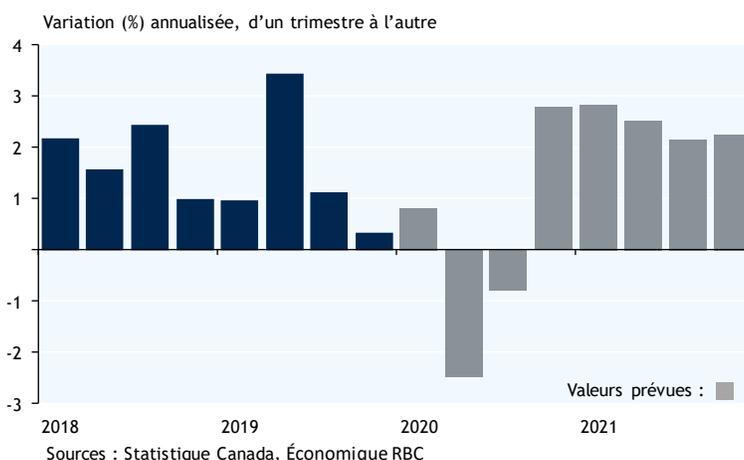
Les prix du pétrole assombrissent les perspectives

Un autre élément influence énormément les perspectives économiques à court terme. Il s'agit de la chute des prix du pétrole découlant du différend entre l'Arabie saoudite et la Russie sur la production pétrolière. L'Arabie saoudite a annoncé qu'elle augmenterait sa production et baisserait les prix à compter du 1er avril. Les prix du pétrole étaient déjà sous pression puisque le coronavirus

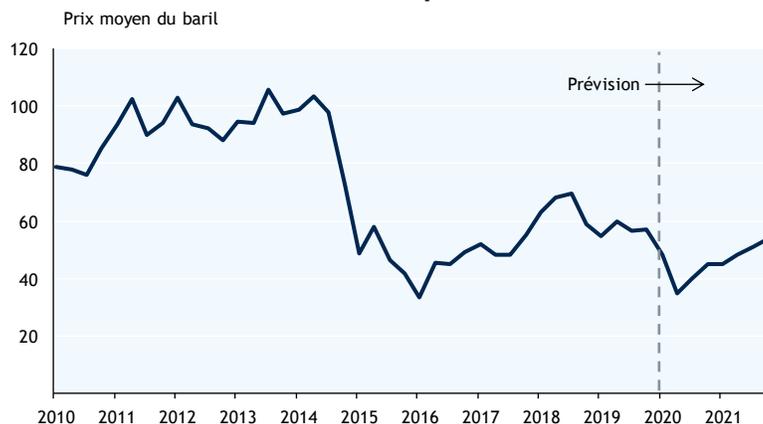
Croissance du PIB réel des É.-U.



Croissance du PIB réel du Canada



Prévision concernant le prix du WTI



a pesé sur la demande de carburant. La référence mondiale, le West Texas Intermediate, a cédé plus de 50 % par rapport au sommet du 6 janvier 2020. La baisse considérable des prix du pétrole laisse entrevoir une nouvelle période de tension pour les provinces productrices et des répercussions sur le revenu du pays.

Nous avons fait d'importantes révisions à la baisse de nos prévisions : actuellement, nous anticipons une croissance du PIB réel de seulement 0,8 % au premier trimestre, puis des contractions de 2,5 % et de 0,8 % au deuxième et au troisième trimestres, respectivement. Selon notre hypothèse de base, l'incidence de l'épidémie s'estompera d'ici la fin du premier se-

mentre ; toutefois, la faiblesse persistante des prix du pétrole empêchera une reprise de l'économie. Les interventions des gouvernements seront essentielles pour que les prévisions à court terme se concrétisent et que la croissance reparte. Le plan du gouvernement fédéral, des mesures de soutien visant à atténuer l'incidence de la maladie sur l'économie, prévoit d'augmenter les transferts en matière de santé et les prestations d'assurance-emploi. Cependant, dans les deux cas, la hausse est mineure. À notre avis, le budget fédéral du 30 mars comportera des mesures de soutien additionnelles.

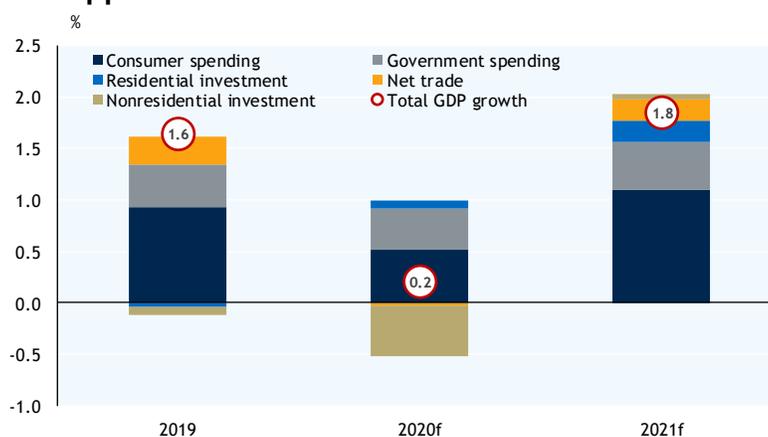
La faiblesse des prix des marchandises, dont le pétrole, nuira à certains secteurs importants de l'économie à court terme. Les pressions exercées sur le secteur des services devraient augmenter au cours des prochains mois. D'après nous, la plus grande incidence négative du coronavirus sera visible au deuxième trimestre, tandis que le déclin des prix du pétrole rejaillira sur l'économie au troisième trimestre. La diminution des voyages et des activités de divertissement se répercutera sur d'autres pans de l'économie. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement et la baisse de la demande externe auront des conséquences négatives sur le secteur industriel canadien.

Au dernier trimestre de l'année, nous nous attendons à une reprise plus robuste de l'économie, qui permettra de mieux commencer l'année 2021. Cela dit, l'économie ne compensera probablement pas rapidement les pertes subies cette année, étant donné la confiance fragilisée des ménages et le nouveau coup porté au secteur pétrolier et gazier.

D'autres baisses de taux sont à prévoir

While Bien que la baisse des taux d'intérêt permette au marché canadien du logement de continuer sur sa lancée, le recul des actifs financiers et la possibilité qu'une récession entraîne des pertes d'emplois finiront par freiner l'activité. Nous anticipons des licenciements et des pertes d'emplois dans des secteurs les plus touchés. Hormis dans le secteur de l'énergie, où le risque que les mises à pied soient définitives est plus grand, nous croyons que la situation sera temporaire. Étant donné l'étrécissement actuel du marché du travail, il est peu probable que les em-

Apport à la croissance du PIB du Canada



Sources : Statistique Canada, Économique RBC

ployeurs licencient rapidement des travailleurs, car ils devront composer avec la pénurie de main-d'œuvre lors de la reprise de l'économie.

Pour prendre sa décision, la Banque du Canada a dû soupeser les risques d'une stagnation de l'économie et ceux de l'endettement que favoriserait la baisse des taux d'intérêt. La baisse de 50 pb montre clairement qu'elle craint davantage que les ménages et les entreprises diminuent leurs dépenses, accentuant l'affaiblissement des perspectives de croissance. Étant donné l'incertitude élevée qui entoure les perspectives nationales et les perturbations mondiales, nous nous attendons à ce que la Banque accroisse ses mesures de soutien lors de la prochaine réunion et abaisse le taux du financement à un jour à 0,5 %.

Le dollar canadien a souffert de la chute des prix du pétrole et de l'aversion pour le risque qui a poussé les investisseurs à se tourner vers le dollar américain. Les perspectives pour la devise dépendent fortement de ces deux facteurs puisque la politique monétaire de chacun des deux pays sera probablement assouplie. Nous entrevoyons encore une baisse du dollar canadien compte tenu de l'inquiétude ambiante et de la faiblesse persistante des prix du pétrole. Selon nous, le huard devrait tomber à 0,715 \$ US avant de remonter légèrement durant la deuxième moitié de l'année.

Détail des prévisions économiques — Canada

Pourcentage de variation d'une période à l'autre à moins d'indications contraires

	2019				2020				2021				variation annuelle en %			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2018	2019	2020	2021
Dépenses de consommation	2,4	0,4	2,0	2,0	1,2	-1,3	0,3	2,8	2,5	2,3	2,1	2,1	2,2	1,6	0,9	1,9
Biens durables	4,8	-2,6	1,4	-0,2	1,0	-1,0	0,5	2,5	2,2	2,0	1,5	1,5	1,7	0,6	0,3	1,7
Bien semi durables	1,5	3,5	1,4	-2,9	2,0	-1,0	0,5	2,5	2,2	2,2	2,0	2,0	1,7	1,5	0,4	1,8
Bien non durables	1,2	-0,2	1,8	1,1	1,6	-1,0	0,5	2,5	2,2	2,0	2,0	2,0	1,8	1,0	0,8	1,8
Services	2,4	1,0	2,3	3,4	1,0	-1,5	0,2	3,0	2,8	2,5	2,3	2,3	2,5	2,1	1,2	2,1
Consommation des ISBLSM	5,1	-0,2	0,7	5,6	1,2	-1,3	0,3	2,8	1,5	1,5	1,5	1,4	1,4	2,5	1,4	1,4
Dépenses publiques	1,4	2,3	1,2	1,3	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	3,0	2,1	1,8	2,0
L'investissement fixe des administrations publiques	11,0	-7,5	7,0	-3,6	1,6	1,4	1,1	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	5,2	-0,7	0,5	1,0
Investissement résidentiel	-3,1	6,4	13,0	1,1	-2,3	-2,0	-3,0	5,4	6,0	4,0	0,3	0,5	-1,6	-0,6	1,1	2,8
Investissement des entreprises	18,3	-7,7	5,6	-6,3	-2,2	-13,1	-13,1	2,2	3,5	4,4	5,2	6,1	1,4	0,0	-5,7	0,4
Structures non résidentielles	4,4	4,3	11,2	-1,7	0,0	-15,0	-15,0	2,0	3,0	3,7	4,4	5,1	-0,6	0,9	-3,6	-0,5
Machines et matériel	42,7	-23,2	-2,6	-13,5	-6,0	-10,0	-10,0	2,5	4,3	5,5	6,7	7,9	4,7	-1,4	-9,0	1,8
Propriété intellectuelle	-18,7	2,8	3,7	-3,0	1,5	1,0	1,0	1,0	0,8	0,8	0,8	0,8	3,9	-4,7	0,8	0,9
Demande intérieure finale	3,1	0,1	3,1	0,7	0,8	-1,5	-0,7	2,7	2,7	2,5	2,2	2,2	2,1	1,2	0,5	1,8
Exportations	-4,0	10,6	-0,6	-5,1	-7,6	-4,8	0,0	3,7	2,5	1,7	2,0	2,0	3,1	1,2	-3,1	1,7
Importations	8,3	-4,1	-0,2	-2,5	-3,3	-7,0	0,0	1,5	2,0	1,5	2,0	2,0	2,6	0,3	-2,8	1,0
Stocks (var. en G \$)	24,1	17,0	7,1	10,5	17,0	8,0	7,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	13,0	14,7	9,3	4,5
Produit intérieur brut réel	1,0	3,4	1,1	0,3	0,8	-2,5	-0,8	2,8	2,8	2,5	2,2	2,2	2,0	1,6	0,2	1,8

Autres indicateurs

Pourcentage de variation annuelle à moins d'indications contraires

Activité et main-d'œuvre																
Productivité	0,5	0,5	0,6	0,7	0,2	-0,4	-1,0	-0,4	0,2	1,3	1,9	1,7	-0,1	0,6	-0,4	1,3
Bénéfices des sociétés avant impôt	-3,0	3,7	-5,0	5,8	4,6	-3,4	6,0	8,8	8,9	10,4	6,8	4,4	2,5	0,3	3,9	7,6
Taux de chômage (%)*	5,8	5,6	5,6	5,7	5,6	6,1	6,5	6,3	6,2	6,1	6,1	6,0	5,8	5,7	6,1	6,1
Inflation																
IPC global (a/a%)	1,6	2,1	1,9	2,1	1,9	0,8	0,9	1,2	1,2	2,0	2,2	2,3	2,3	1,9	1,2	1,9
IPC hors nourriture et énergie (a/a%)	1,9	2,3	2,2	1,9	1,8	1,6	1,5	1,8	1,9	2,0	2,1	2,2	1,9	2,1	1,7	2,0
Commerce extérieur																
Solde du compte courant (G \$)	-69,4	-33,7	-43,5	-35,0	-43,4	-59,1	-49,2	-38,6	-35,8	-30,5	-26,5	-23,7	-222,0	-181,6	-47,6	-29,1
Pourcentage du PIB	-3,1	-1,5	-1,9	-1,5	-1,9	-2,6	-2,1	-1,6	-1,5	-1,3	-1,1	-1,0	-10,0	-8,2	-2,1	-1,3
Mises en chantier domiciliaires (mil)*	187	224	223	207	213	210	212	214	215	213	211	210	213	209	212	212
Ventes de véhicules automobiles (mil, DDA)*	2,02	1,94	1,97	1,93	1,93	1,85	1,92	1,92	1,92	1,92	1,92	1,92	2,04	1,96	1,91	1,92

*Moyenne de la période

Source : Statistique Canada, Économique RBC

Détail des prévisions économiques — États-Unis

Quarter-over-quarter annualized % change unless otherwise indicated

	2019				2020				2021				variation annuelle en %			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	2018	2019	2020	2021
Dépenses de consommation	1,1	4,6	3,1	1,7	1,8	-1,0	0,8	2,3	2,5	2,3	2,3	2,2	3,0	2,6	1,5	2,0
Bien durables	0,3	13,0	8,1	2,6	1,6	0,0	1,0	1,9	2,5	2,0	2,0	2,0	6,3	4,8	2,9	1,9
Bien non durables	2,2	6,5	3,9	-0,3	1,6	0,0	1,0	1,8	2,5	2,0	2,0	2,0	3,0	3,2	1,5	1,8
Services	1,0	2,8	2,2	2,2	1,9	-1,5	0,7	2,5	2,5	2,5	2,4	2,3	2,5	2,1	1,3	2,0
Dépenses publiques	2,9	4,8	1,7	2,6	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,7	2,3	1,9	1,5
Investissement résidentiel	-1,1	-2,9	4,6	6,1	12,0	-2,0	-1,5	3,0	1,0	1,3	1,2	1,3	-1,5	-1,5	4,0	1,0
Investissement des entreprises	4,4	-1,0	-2,3	-2,3	0,7	-6,0	-1,6	3,3	4,0	2,2	2,5	2,9	6,4	2,1	-1,8	1,9
Structures non résidentielles	4,0	-11,1	-9,9	-8,1	-2,0	-14,0	-7,0	3,5	4,0	3,0	3,0	4,0	4,1	-4,3	-7,4	0,9
Machines et matériel	-0,1	0,8	-3,8	-4,4	1,0	-7,0	-2,0	3,5	4,0	2,0	3,0	3,0	6,8	1,3	2,8	2,8
Propriété intellectuelle	10,9	3,6	4,6	4,0	2,0	0,0	2,0	3,0	4,0	2,0	2,0	2,0	7,4	7,6	2,5	2,6
Demande intérieure finale	1,8	3,6	2,2	1,5	2,0	-1,3	0,5	2,3	2,5	2,1	2,2	2,1	3,0	2,3	1,2	1,8
Exportations	4,2	-5,7	0,9	2,1	1,0	-7,0	2,5	3,0	2,0	2,0	2,0	1,5	3,0	0,0	-0,5	1,6
Importations	-1,5	0,0	1,8	-8,6	8,4	-6,5	-0,5	1,5	2,0	2,0	3,0	2,5	4,4	1,0	-0,7	1,2
Stocks (var. en G \$)	116,0	69,4	69,4	13,0	50,0	60,0	65,0	52,0	50,0	45,0	40,0	35,0	48,2	67,0	56,8	42,5
Produit intérieur brut réel	3,1	2,0	2,1	2,1	1,7	-1,0	1,0	2,3	2,5	2,0	1,9	1,9	2,9	2,3	1,3	1,8

Autres indicateurs

Pourcentage de variation annuelle à moins d'indications contraires

Activité et main-d'œuvre																
Productivité	1,7	1,8	1,5	1,8	0,8	-0,4	0,0	0,1	0,5	1,3	1,3	1,2	1,3	1,7	0,1	1,1
Bénéfices des sociétés avant impôt	-2,2	1,3	-1,2	-0,1	3,9	0,1	0,6	0,7	1,1	1,0	0,8	0,6	3,4	-0,6	1,3	0,9
Taux de chômage (%)*	3,9	3,6	3,6	3,5	3,6	3,9	4,0	3,9	3,8	3,8	3,8	3,8	3,9	3,7	3,9	3,8
Inflation																
IPC global (a/a%)	1,6	1,8	1,8	2,0	2,1	1,1	1,3	1,4	1,7	2,6	2,6	2,5	2,4	1,8	1,5	2,4
IPC hors nourriture et énergie (a/a%)	2,1	2,1	2,3	2,3	2,3	2,3	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,1	2,2	2,2	2,2
Commerce extérieur																
Solde du compte courant (G \$)	-545	-501	-496	-423	-390	-363	-369	-381	-387	-396	-412	-427	-491	-491	-376	-406
Pourcentage du PIB	-2,6	-2,4	-2,3	-1,9	-1,8	-1,7	-1,7	-1,7	-1,7	-1,7	-1,8	-1,8	-2,4	-2,3	-1,7	-1,8
Mises en chantier domiciliaires (mil)*	1213	1256	1282	1449	1350	1300	1310	1310	1315	1315	1320	1320	1250	1300	1318	1318
Ventes de véhicules automobiles (mil, DDA)*	16,8	17,0	17,0	16,7	17,2	16,2	17,1	17,1	17,1	17,2	17,2	17,2	17,2	17,0	16,9	17,2

*Moyenne de la période

Source : Bureau of Economic Analysis, Économique RBC

Détail des prévisions des marchés financiers

Prévisions de taux d'intérêt - Amérique du nord

Pourcentage, à la fin de période

	T1/19	T2/19	T3/19	T4/19	T1/20	T2/20	T3/20	T4/20	T1/21	T2/21	T3/21	T4/21	2018	2019	2020	2021
Canada																
Taux à un jour	1,75	1,75	1,75	1,75	1,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,50	0,75	1,75	1,75	0,25	0,75
Bons du Trésor 3 mois	1,67	1,66	1,65	1,66	0,65	0,20	0,20	0,20	0,25	0,30	0,55	0,80	1,64	1,66	0,20	0,80
Obligations Canada 2 ans	1,55	1,47	1,58	1,70	0,45	0,15	0,20	0,25	0,35	0,45	0,70	0,90	1,86	1,70	0,25	0,90
Obligations Canada 5 ans	1,52	1,39	1,40	1,69	0,50	0,25	0,30	0,40	0,50	0,65	0,85	1,00	1,89	1,69	0,40	1,00
Obligations Canada 10 ans	1,62	1,47	1,36	1,70	0,55	0,30	0,40	0,55	0,70	0,85	1,00	1,10	1,97	1,70	0,55	1,10
Obligations Canada 30 ans	1,89	1,69	1,53	1,76	0,90	0,80	0,90	1,00	1,10	1,20	1,30	1,35	2,18	1,76	1,00	1,35
Courbe de taux (2 -10)	7	0	-22	0	10	15	20	30	35	40	30	20	11	0	30	20
États-Unis																
Taux des fonds fédéraux	2,50	2,50	2,00	1,75	0,75	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,75	1,00	2,50	1,75	0,50	1,00
Bons du Trésor 3 mois	2,40	2,12	1,88	1,55	0,40	0,35	0,40	0,40	0,40	0,40	0,65	0,90	2,45	1,55	0,40	0,90
Obligations 2 ans	2,27	1,75	1,63	1,58	0,50	0,50	0,55	0,65	0,70	0,80	1,00	1,25	2,48	1,58	0,65	1,25
Obligations 5 ans	2,23	1,76	1,55	1,69	0,65	0,70	0,80	0,95	1,05	1,15	1,30	1,50	2,51	1,69	0,95	1,50
Obligations 10 ans	2,41	2,00	1,68	1,92	0,85	0,90	1,00	1,25	1,35	1,45	1,60	1,75	2,69	1,92	1,25	1,75
Obligations 30 ans	2,81	2,52	2,12	2,39	1,45	1,50	1,60	1,75	1,85	2,00	2,05	2,15	3,02	2,39	1,75	2,15
Courbe de taux (2-10)	14	25	5	34	35	40	45	60	65	65	60	50	21	34	60	50
Écarts de taux																
Bons du Trésor 3 mois	-0,73	-0,46	-0,23	0,11	0,25	-0,15	-0,20	-0,20	-0,15	-0,10	-0,10	-0,10	-0,81	0,11	-0,20	-0,10
2 ans	-0,72	-0,28	-0,05	0,12	-0,05	-0,35	-0,35	-0,40	-0,35	-0,35	-0,30	-0,35	-0,62	0,12	-0,40	-0,35
5 ans	-0,71	-0,37	-0,15	0,00	-0,15	-0,45	-0,50	-0,55	-0,55	-0,50	-0,45	-0,50	-0,62	0,00	-0,55	-0,50
10 ans	-0,79	-0,53	-0,32	-0,22	-0,30	-0,60	-0,60	-0,70	-0,65	-0,60	-0,60	-0,65	-0,72	-0,22	-0,70	-0,65
30 ans	-0,92	-0,83	-0,59	-0,63	-0,55	-0,70	-0,70	-0,75	-0,75	-0,80	-0,75	-0,80	-0,84	-0,63	-0,75	-0,80

Nota : Les taux correspondent aux taux de fin de période.

Prévisions de taux d'intérêt international

Pourcentage, à la fin de période

	T1/19	T2/19	T3/19	T4/19	T1/20	T2/20	T3/20	T4/20	T1/21	T2/21	T3/21	T4/21	-0,72	2019	2020	2021
Royaume-Uni																
Taux repo	0,75	0,75	0,75	0,75	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,75	0,75	0,25	0,25
Obligations 2 ans	0,63	0,62	0,37	0,54	0,10	0,10	0,00	0,10	0,15	0,20	0,25	0,25	0,75	0,54	0,10	0,25
Obligations 10 ans	0,99	0,84	0,49	0,83	0,20	0,20	0,10	0,20	0,25	0,40	0,50	0,60	1,27	0,83	0,20	0,60
Zone euro																
Taux de dépôt	-0,40	-0,40	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,50	-0,40	-0,50	-0,50	-0,50
Obligations 2 ans	-0,60	-0,73	-0,74	-0,59	-0,80	-0,75	-0,70	-0,70	-0,70	-0,70	-0,70	-0,70	-0,59	-0,59	-0,70	-0,70
Obligations 10 ans	-0,07	-0,33	-0,58	-0,19	-0,70	-0,65	-0,60	-0,50	-0,45	-0,40	-0,35	-0,30	0,25	-0,19	-0,50	-0,30
Australie																
Taux à un jour	1,50	1,25	1,00	0,75									1,50	0,75		
Obligations 2 ans	1,47	0,98	0,76	0,92									1,89	0,92		
Obligations 10 ans	1,78	1,32	1,01	1,37									2,32	1,37		
Nouvelle-Zélande																
Taux à un jour	1,75	1,50	1,00	1,00									1,75	1,00		
Obligations 2 ans	1,62	1,35	0,92	1,25									1,96	1,25		
Obligations 10 ans	2,15	1,78	1,20	1,78									2,64	1,78		

Détail des prévisions des marchés financiers

Perspectives de croissance

Variation en pourcentage, d'une trimestre à l'autre

	19T1	19T2	19T3	19T4	20T1	20T2	20T3	20T4	21T1	21T2	21T3	21T4	2018	2019P	2020P	2021P
Canada*	1,0	3,4	1,1	0,3	0,8	-2,5	-0,8	2,8	2,8	2,5	2,2	2,2	2,0	1,6	0,2	1,8
États-Unis*	3,1	2,0	2,1	2,1	1,7	-1,0	1,0	2,3	2,5	2,0	1,9	1,9	2,9	2,3	1,3	1,8
Royaume-Uni	0,6	-0,1	0,5	0,0	0,2	0,0	0,2	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	1,3	1,4	0,6	1,3
Zone euro	0,4	0,2	0,3	0,1	0,2	-0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	1,9	1,2	0,5	1,0
Australie	0,5	0,6	0,6	0,5									2,7	1,8		

Perspectives d'inflation

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre

	19T1	19T2	19T3	19T4	20T1	20T2	20T3	20T4	21T1	21T2	21T3	21T4	2018	2019P	2020P	2021P
Canada	1,6	2,1	1,9	2,1	1,9	0,8	0,9	1,2	1,2	2,0	2,2	2,3	2,3	1,9	1,2	1,9
États-Unis	1,6	1,8	1,8	2,0	2,1	1,1	1,3	1,4	1,7	2,6	2,6	2,5	2,4	1,8	1,5	2,4
Royaume-Uni	1,8	2,0	1,9	1,4	1,7	1,3	1,3	1,6	1,7	1,8	1,9	1,9	2,5	1,8	1,5	1,9
Zone euro	1,4	1,4	1,0	1,0	1,4	1,1	0,9	1,0	1,1	1,3	1,4	1,4	1,8	1,2	1,1	1,3
Australie	1,3	1,6	1,7	1,8									1,9	1,6		

Prévisions de taux de change

Pourcentage, à la fin de période

	T1/19	T2/19	T3/19	T4/19	T1/20	T2/20	T3/20	T4/20	T1/21	T2/21	T3/21	T4/21	2018	2019	2020	2021
AUD/USD	0,71	0,70	0,68	0,70	0,67	0,66	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,70	0,70	0,65	0,65
USD/CAD	1,33	1,31	1,32	1,30	1,38	1,40	1,40	1,38	1,37	1,36	1,35	1,35	1,36	1,30	1,38	1,35
EUR/USD	1,12	1,14	1,09	1,12	1,14	1,17	1,19	1,20	1,17	1,16	1,15	1,14	1,15	1,12	1,20	1,14
USD/JPY	110,9	107,9	108,1	108,6	105,0	100,0	95,0	95,0	97,0	99,0	101,0	103,0	109,7	108,6	95,0	103,0
USD/CHF	1,00	0,98	1,00	0,97	0,93	0,90	0,87	0,87	0,90	0,91	0,93	0,95	0,98	0,97	0,87	0,95
GBP/USD	1,30	1,27	1,23	1,33	1,30	1,26	1,25	1,25	1,23	1,22	1,22	1,21	1,28	1,33	1,25	1,21

Nota : Les taux sont exprimés en unités monétaires par USD, sauf l'euro, la livre sterling, le dollar australien et néo-zélandais, qui sont exprimés en USD par unité monétaire.

Source: Reuters, Économie RBC

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.